EHOREDI ZO NOVEIVIDILE ZOZO / OODIIIILII I IOAIII

32 ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

Gros coup de pouce de l'État pour l'éolien en mer

Le gouvernement lancera un énorme appel d'offres en 2025 pour l'installation de parcs éoliens en mer dans le but de produire 10 gigawatts en 2035.



Une production de 10 GW est équivalent à la consommation annuelle électrique de 10 millions de foyers. Jesse De Meulenaere/Unsplash

n 2025, on va déjà lancer dix gigawatts, c'est-à-dire une dizaine de parcs qui entreront en vigueur en 2030-2035 », a annoncé hier Emmanuel Macron, lors des assises de l'économie de la mer à Nantes.

La France compte à ce stade 8 GW de parcs offshore installés ou en projet. L'objectif est d'atteindre 45 GW en 2050, ce qui fera de l'éolien en mer la deuxième source de production d'électricité après le nucléaire.

«Donc on aura déjà de la visibilité, c'est la première étape » avec 18 gigawatts installés en «2035 », « et puis la suite jusqu'en 2050 », a dit Emmanuel Macron. Il a évoqué notamment « près de 200 millions d'euros » d'investissements pour que la France « soit un des leaders dans l'éolien flottant ».

Le Président a affirmé que l'éolien en mer allait générer des « milliers d'emplois » pendant la construction, et rapporter 2,5 milliards d'euros de recettes « entre 2023 et 2035 », qui permettront de « financer nos priorités ». « Un tiers ira pour la pêche et donc je le dis pour nos pêcheurs : l'éolien en mer va nous permettre de financer 700 millions d'euros pour la pêche », a-t-il plaidé.

Il a aussi évoqué le lancement rapide, au cap de la Hague, dans la Manche, d'un «projet pilote pour essayer de repartir sur la bataille de l'hydrolien», «avec un soutien inédit de l'État de 65 millions d'euros ». L'hydrolien consiste à utiliser les courants marins pour produire de l'énergie.

"On s'engueule une bonne fois pour toutes, de manière franche, et on évite de le faire au bout de cinq ans ou dix ans de projets"

Emmanuel Macror

Face aux polémiques récurrentes sur l'éolien, souvent critiqué, il a dit miser sur le débat public lancé par les autorités. « On met toutes les cartes sur la table et, pardon de le dire comme ça, mais on s'engueule une bonne fois pour toutes, de manière franche, et on évite de le faire au bout de cinq ans ou dix ans de projets.»

Emmanuel Macron a enfin insisté pour faire en sorte d'éviter d'importer des éoliennes produites depuis « l'autre bout du monde », notamment en Chine et en Asie, au nom de la « souveraineté industrielle ». « Il faut qu'on puisse développer de l'éolien en mer, fixe ou flottant, qui soit produit chez nous. Il y a une bonne règle, une bonne façon de faire pour cela, c'est prendre en compte les critères environnementaux » et « de sécurité », « de contrôle des données et de cyber », a-t-il affirmé. « On va mettre ces critères sur toute la filière de l'éolien. »

PECHE: PROLONGATION DES AIDES AU CARBURANT

Les pêcheurs français bénéficieront de la prolongation de l'aide de 20 centimes par litre de carburant dans le cadre européen qui l'autorise jusqu'au 30 juin 2024, a annoncé hier Emmanuel Macron. Cette aide, qui expirait le 31 décembre, s'appliquera jusqu'à un plafond de 335 000 euros par entreprise. « Ces 20 centimes seront cumulés avec les aides qu'on a obtenues auprès de plusieurs grands groupes, Total et autres, ce qui fait qu'on aura une aide exceptionnelle que nos pêcheurs n'auront jamais eue sur le carburant », a assuré le président de la République. Le dispositif européen permet aux États membres d'aider les pêcheurs confrontés à la flambée des prix de l'énergie dans le contexte de la guerre en Ukraine. Selon le comité national des pêches, le gazole grève jusqu'à 40 % du chiffre d'affaires des patrons de pêche. À la tête d'une flotte vieillissante qui a perdu plus d'un quart de ses navires en vingt ans, les professionnels qui ont été aussi durement touchés par les conséquences du Brexit réclamaient le maintien de cette aide d'urgence. Au-delà de ce « ballon d'oxygène » à « court terme », le Président a rappelé qu'il souhaitait doter le secteur de la pêche française d'une « stratégie de modernisation ».